

CHAPITRE XXIV

Le président Lincoln avait promis aux Canadiens que, sitôt la guerre terminée, il ferait acte de présence à Montréal afin de remercier le peuple canadien de son soutien durant la guerre de Sécession et pour sa participation à la prise de Québec.

Jusqu'à la déclaration de guerre au Royaume-Uni, Montréal était le repère par excellence des pro-sudistes de tout poil. En dépit de la grande purge opérée par la Garde nationale et malgré que la ville soit maintenant aux mains de l'armée de l'Union, Montréal demeure peu sûr et sous tension. Le Comité central de Montréal est tout particulièrement sur les dents en vue de cette visite présidentielle et désigne donc à la sécurité, un authentique héros de 1837, l'As de son bureau d'enquête, aux états de services incomparables, l'Aigle-colonel Édouard Talentin Mailhot. Chargé de superviser toute la sécurité durant la visite du président, Mailhot réunit autour de lui une équipe aguerrie, où se retrouvent d'anciens Fils de la Liberté, dont Alphonse Gauvin et François Tavernier. À 64 ans cependant, Mailhot n'a plus la même ardeur et souhaite faire place à la relève et s'adjoit donc les services de son propre fils. Déjà jeune avocat, Simon-Napoléon Mailhot est cependant passionné par le travail policier et ambitionne de devenir enquêteur ou coroner. Son père juge alors que la mission est suffisamment sûre et balisée pour se permettre d'y intégrer son fils aîné qui pourra ainsi accéder au

cœur du dispositif de sécurité et s'initier aux techniques des services secrets américains.

Si les citoyens d'origine britannique sont particulièrement surveillés, les lieux de rassemblement des pro-confédérés et des anciens propriétaires d'esclaves le sont doublement ; chaque individu ou groupe suspecté d'avoir comploté pour le compte du Royaume-Uni ou de la Confédération sudiste est fiché et surveillé, tandis que les hommes de Mailhot mènent des perquisitions et posent des informateurs dans tous les milieux. En dépit d'un filtrage systématique, il reste que des rumeurs persistantes font état d'un complot commandité depuis les États-Unis et visant la personne du président durant son séjour à Montréal. Les hommes de Mailhot ont beau infiltrer les milieux loyalistes et pro-sudistes, ces derniers demeurent opaques, surtout envers les Canadiens, plus détestés encore que les Yankees. Deux jours avant l'arrivée du président, Mailhot confie donc son découragement à Gauvin et Tavernier : « Et si je vous disais que je crains le pire ?

— Je ne comprends pas ce pessimisme, chef, ose répliquer Gauvin. Il y a eu tant de morts durant cette guerre, je ne vois pas bien ce que tuer Lincoln changerait pour eux. À ce que je sache, les sudistes ont bel et bien perdu la guerre, non ?

— Gauvin, tu ignores à quel point cet homme est détesté par ceux du Sud. Il est non seulement réputé pour avoir détruit leur mode de vie, mais aussi le seul vraiment résolu à éradiquer l'esclavage et toute trace de la Confédération sudiste. Bien des gens du Sud croient donc que, peu importe qui le remplacera, ça ne pourra pas être pire, surtout si leurs électeurs du Sud parviennent à faire élire un homme de paille à sa place. On dit le vice-président Jackson très favorable aux intérêts des planteurs sudistes.

— Et pourquoi faire cela à Montréal ? ajouta François Tavernier.

— Malgré les purges, Montréal demeure la plaque tournante des réseaux pro-sudistes. Les complotistes savent qu'ils peuvent ici compter sur de nombreux appuis qui rêvent aussi d'abattre l'orgueil yankee et de venger l'Empire britannique.

— Mais on a fait le tour de tous leurs clubs : la Banque de Montréal, le Beaver Club, la St-George, la St-Andrew Society. On a même infiltré les clubs maçonniques, sans résultat...

— ... Et pourtant on m'informe de mouvements suspects à la frontière et de l'arrivée d'Américains depuis quelques jours. A-t-on contrôlé leur identité au fait ?

— Oui, chacun deux fois, à la frontière puis à leur arrivée en gare Saint-Patrick. Depuis une semaine, ce sont surtout des volontaires canadiens démobilisés de l'armée de l'Union, des immigrants irlandais se rendant au Haut-Canada, des hommes d'affaires venus passer des commandes et des ouvriers pour occuper des emplois d'été. J'ai aussi interrogé des esclaves noirs affranchis.

— Est-ce tout ?

— Non. Depuis hier on reçoit pas mal de monde lié à la visite du président : des journalistes accrédités, des députés et quelques sénateurs, des agents de sécurité Pinkerton et un bataillon de soldats qui doit séjourner au même hôtel que le président. On dénombre aussi des domestiques, des cuisiniers et même une troupe de comédiens.

— Assurez-vous de bien contrôler ces gens-là, en particulier ceux susceptibles d'être au contact du président. Dès ce soir, les entrées et les sorties doivent être contrôlées à chaque endroit où passera le président. Profitons-en d'ailleurs pour repasser tout le déroulement de la visite.

— Quoi, encore ? ! s'objecte Tavernier.

— Oui encore ! riposte Mailhot. Si le sort du Sud est effectivement scellé, il n'en est rien de celui du Canada. Or, s'il devait arriver quoique ce soit à Lincoln durant son séjour ici, c'est le destin du

pays tout entier qui chavirera, la guerre civile repartie et le territoire entier occupé par l'armée de l'Union. Il faut non seulement que cette visite soit parfaite, mais en plus que l'entourage du président s'en retourne ravi, enthousiaste même, au point de souhaiter revenir pour leurs vacances ! Est-ce clair ? Je suis moi-même prêt à offrir une excellente bouteille de whisky à chaque membre de sa suite si cela peut mieux les disposer à l'égard du Canada. Or, dans toute cette histoire, poursuit Mailhot, il appert que c'est carrément de la sécurité du président des États-Unis dont nous sommes chargés. Cette nuit j'ai rendez-vous avec les services américains de sécurité ; pas question qu'ils aient le moindre doute sur le déroulement complet de la visite ni sur l'étanchéité de notre dispositif de sécurité. Je veux un homme à tous les cent pieds tout le long du parcours du cortège et, à tout instant, un contact visuel avec le président. Alors oui, Tavernier, on va réviser le déroulement.

— Bon, bon, se résigne Tavernier. Quatorze heures : arrivée à Philipsburg du train spécial en provenance de Burlington ; la suite du président occupera le premier wagon avec sa garde personnelle sous le commandement du major Fillmore Schriver.

15 h : arrêt technique en gare de Saint-Jean. Tout le monde est censé rester à bord.

16 h 20 environ : entrée en gare à Montréal...

— On doit convenir d'un signal pour être mieux fixé sur l'heure précise de l'arrivée du convoi, l'interrompt Mailhot. Qu'avons-nous sur la rive sud ?

— Il y a un poste de télégraphe à La Prairie.

— Très bien. Je veux absolument un câble m'informant de l'arrivée imminente du train sur le pont de la Victoire. Poursuivez !

— Au quai de la gare Saint-Patrick, comité d'accueil co-présidé par le maire de Montréal et par le ministre LeTellier de Saint-Just, responsable de la Garde nationale. Il y aura aussi des représentants officiels du Haut-Canada dont je n'ai pas encore l'identité.

— Je veux leurs noms avant ce soir, sinon qu'ils oublient leur présence sur l'estrade d'honneur.

— ... Le cortège de dix voitures doit s'ébranler à 18 heures précises et traverser le marché à foin, puis par la rue Saint-Jacques jusqu'à la place d'Armes pour une brève cérémonie religieuse à l'Église Notre-Dame. Le cortège doit reprendre à 18 h 30. Toutes les voitures seront semblables, tirées chacune par deux chevaux et peintes en noir avec les volets fermés. Seule la première voiture doit être décorée de drapeaux des États-Unis. Je n'ai pas l'information à savoir dans laquelle prendra place le couple présidentiel. Arrivée ensuite à l'hôtel Rasco...

— ... par quelle rue, Tavernier ? Pas par Saint-Paul toujours ?

— Euh non. Saint-Paul est trop étroite. Le cortège empruntera la rue Notre-Dame, puis traversera le Marché-Neuf jusqu'au Rasco. Depuis une semaine, l'identité de chaque client est contrôlée. De toute façon, l'hôtel sera fermé durant la visite et toutes les chambres sont réservées pour la suite du président et pour le personnel de sécurité.

— Poursuivez...

— À vingt heures, le couple présidentiel et sa suite sont invités à dîner de l'autre côté de la rue, au Marché Bonsecours, par le premier ministre Joly de Lotbinière en compagnie de son épouse et des ministres Caron, Belleau et Pacaud. La soirée se poursuivra sur place avec un récital de piano et une représentation de théâtre.

— Et que joue-t-on ?

— *Lorenzaccio*, une tragédie d'un certain Alfred de Musset. Vous connaissez ?

— Non, je voulais juste tester vos renseignements. Pour le reste, pourvu que ce ne soit pas un de ces drames sanglants à la Shakespeare. N'oubliez pas que nous resterons debout tout le long de la soirée, des yeux tout autour de la tête.

— ... Tout le monde est rentré à minuit, poursuit Tavernier. Le lendemain à dix heures, déjeuner à l'hôtel en tête-à-tête avec le premier ministre. Le président Lincoln doit ensuite traverser le marché à pied, à la rencontre des gens, jusqu'au château Ramezay où il prononcera un grand discours devant des dignitaires.

— Ce sera le moment le plus sensible. Je veux à tout moment un couloir de vingt pieds de large entre le président et le public et un agent de sécurité à tous les sept pieds, de sorte qu'ils puissent se tenir par la main. Vous pourrez pour cela compter sur l'aide des agents Pinkerton et sur celle des hommes du major Schriver.

— À midi, déjeuner au Château, en compagnie de l'honorable Louis-Joseph Papineau. Aucun événement officiel n'est ensuite prévu, à part signer le livre d'or de la ville. À quatorze heures, le cortège doit s'ébranler rue Notre-Dame en direction ouest. Le train spécial sera resté en gare durant tout ce temps, surveillé jour et nuit. Le départ par la même voie est prévu pour quinze heures quinze, à destination d'Albany. Là, tout le personnel de sécurité canadien doit débarquer et laisser le convoi poursuivre sa route vers New York, Philadelphie et Washington. »

Parti de New York le 20 juin, le président s'est d'abord arrêté à Albany où il a rendu hommage aux 11 000 recrues du New York tuées durant la guerre civile, puis a poursuivi sa route jusqu'à St-Johnsbury où il s'est recueilli au pied du monument consacré aux Vermontois morts au sein de l'armée du Potomac. On a alors présenté le président au général William Wells, chargé de l'escorter durant son séjour à Montréal, n'oubliant pas que le Canada constituait jusqu'à récemment un territoire ennemi. On franchit donc la frontière à bord du même train, rappel des liens économiques qui lient désormais les États-Unis au peuple canadien. Puis, jusqu'à Saint-Jean et de là à Montréal par le pont de la Victoire.

Le choix de loger le président à l'hôtel Rasco n'est pas le fruit du hasard : le palace se trouve en plein quartier francophone, loin des Britanniques revanchards qui s'agitent encore à l'ouest de la rue Saint-Laurent. Ce quartier de l'est de Montréal, autrefois pauvre et délabré, a fait l'objet d'une réfection importante ces dernières années, au point où, juste en face du Rasco, le marché Bonsecours serait le plus fastueux mail commercial des Canadas, lieu de rendez-vous des modistes et des dernières nouveautés de Paris et de New York.

Le trajet jusqu'au Rasco avait été rigoureusement balisé : pas question de manifestations de joie le long du cortège. En arrivant au Marché-Neuf cependant, devant l'hôtel Nelson où ont eu lieu tant de manifestations patriotiques, impossible de réfréner l'élan d'affection de milliers de Montréalais venus accueillir leur libérateur, cet étrange président tout de noir vêtu, au visage bistre et qui dépassait tout le monde d'une bonne tête. Symboliquement, on se libérait ainsi d'un siècle d'occupation britannique, du massacre du 21 mai 1832 à celui du Faubourg Sainte-Marie.

Pendant que le couple présidentiel se prépare pour le dîner prévu à 20 heures, Mailhot convoque ses hommes-clés au quartier général de la police, rue Saint-Vincent.

« Tout va bien, chef, lance Gauvin confiant. Dommage qu'il pleuve.

— Au contraire ! Cette pluie est une bénédiction. Et pourvu que ça dure jusqu'à demain, que le président abandonne ce projet fou consistant à traverser le Marché-Neuf à la rencontre du peuple.

— Le premier ministre de Lotbinière est déjà arrivé, en rencontre avec ses gens dans un salon du Bonsecours.

— Et le personnel de cuisine ?

— Tous appartiennent à la suite du président, sauf pour les subalternes, y compris pour le service en salle.

— Et le musicien... Son nom déjà ?

— Calixa Lavallée. Un type de Contrecœur: un pianiste assez brillant paraît-il. Il s'est enrôlé dans les armées du Nord dès le début de la guerre, décoré deux fois : on n'a rien à craindre de lui.

— Et les comédiens ?

— Tous arrivés de New York quatre jours avant le président. Six hommes et deux femmes, des Français et des Américains à ce que j'ai compris. J'ai fouillé moi-même leurs bagages : rien à signaler.

— Très bien. Déployez vos hommes. Simon-Napoléon, tu seras posté en soutien près de la scène, paré à agir si on te le commande. Personnellement, je serai rivé à la personne du président ; je ne pourrais donc pas intervenir en cas de pépin.

— Il n'y aura pas de pépin, chef », répliqua Gauvin d'un ton rassurant qui rendait Mailhot encore plus nerveux.

Le couple présidentiel entra à vingt heures pile, sans doute pressé d'en finir après cette journée exténuante. Le protocole commanda d'ailleurs au musicien de commencer à jouer durant le repas, ce qui arrangeait aussi la sécurité qui pouvait ainsi prévoir une soirée plus courte. La soirée était fraîche et les appétits robustes. Connaissant les goûts frustes du président, les cuisiniers préparèrent en entrée une crème de maïs, suivi d'anguille du Saint-Laurent, puis d'une côte de bœuf grillée telle qu'on l'apprête dans l'armée de l'Union. Au dessert, on se permit un produit du pays : des framboises de saison avec du sirop d'érable. On but passablement de madère et de porto, accompagnés d'un cigare durant le spectacle de théâtre.

La représentation commença sur le coup de 22 heures. Faute d'un nombre suffisant de comédiens maîtrisant le français, on dut finalement interpréter la pièce en anglais ce que, tant Joly de Lotbinière que le président Lincoln déplorèrent conjointement. À quoi bon se fendre pour inscrire au programme une pièce du répertoire français, si c'est pour ensuite en saccager la poésie par une

traduction maison. La pièce de Musset est en revanche fascinante. Elle met en scène un jeune aristocrate qui souhaite débarrasser le duché de Florence d'un tyran afin de rendre le pouvoir au peuple. Pour se rapprocher du duc, Lorenzaccio use alors de flatterie en simulant un attachement profond. Une fois sa sinistre besogne accomplie, le héros se heurte cependant à l'indifférence de ses alliés républicains qui le lâchent et qui laissent un nouveau tyran remplacer l'ancien.

Mailhot et ses hommes n'éprouvent qu'un très vague intérêt pour l'intrigue. L'histoire paraissait échevelée, chaque comédien jouant plusieurs rôles, et le dénouement semblait évident tant on voyait bien que le type Lorenzaccio allait finir par buter son patron. Mailhot eut soudain un pressentiment et appela Gauvin à venir le rejoindre. À voix basse, il s'enquiert : « Avec quelle arme compte-t-il le descendre ?

— Pardon ?! répond vivement Gauvin.

— Je veux dire dans la pièce, avec quelle arme le héros va-t-il attenter au prince.

— Mais je n'en sais rien !

— Quoi, tu n'as pas fouillé les accessoires de scène ?!

— ...

Mailhot doit agir rapidement. Le comédien qui interprète Lorenzaccio lui semble particulièrement mauvais et nerveux, mais ça n'en fait pas pour autant un assassin. De plus, à l'époque où se déroule la pièce, on résout en général les différends à coup d'épée, ce à quoi la sécurité pourrait sans doute parer. Or, il n'y a aucun risque à prendre, d'autant que si le chef de police interrompt la pièce sans prétexte suffisant, cela ne peut pas avoir de graves conséquences. En revanche, que pourra-t-il rétorquer s'il se produit quelque chose, sinon que ses hommes ont oublié d'inspecter les accessoires de scène avant la représentation ? Dans tous les cas, il doit agir vite et prendre la meilleure décision. Lorgnant du côté du chef

des Pinkerton, ce dernier apparut aussitôt inquiet. Mailhot comprend qu'il ne peut plus se défilier et fait signe au chef de la sécurité du président que quelque chose ne va pas avec la pièce et qu'il faut l'interrompre. Puis, d'un geste sûr, il fait signe à son fils Simon-Napoléon de se placer en alerte côté cour de la scène et, à deux de ses hommes, de le suivre immédiatement tandis que lui-même se rue côté jardin, puis directement sur Lorenzaccio. Alors qu'il est en pleine tirade, le comédien réagit promptement dès qu'il se sait démasqué : il arrache sa perruque et porte la main à son giron d'où il tire un revolver Colt, 1860 Army. Quant au jeune Mailhot, il a la présence d'esprit de se ruer sur la scène où il est rejoint par Gauvin. Tous deux se saisissent du comédien, dont ils lèvent brusquement le bras, faisant dévier le tir au plafond dans un fracas de tous les diables. Les cris se font entendre pendant qu'on désarme le tueur, qu'on le plaque au sol et que les Pinkerton se précipitent pour dresser un mur humain autour du couple présidentiel. Tous les dignitaires sont rapidement évacués en coulisse, tandis que les comédiens sont jetés au sol et fouillés sans ménagement. Il est alors exactement dix heures quarante, le dimanche 23 juin 1867. Le président Abraham Lincoln vient d'échapper à un énième attentat, mais jamais la mort ne fut si proche, ni l'issue plus heureuse, l'affaire n'ayant fait aucun blessé et s'étant conclue en à peine une minute. L'histoire retiendra que cet heureux dénouement demeure le fait de quelques personnes seulement, des patriotes canadiens en l'occurrence. Les mêmes qui avaient déjà osé affronter seuls l'Empire britannique et qui, aujourd'hui, offraient au président des États-Unis le plus authentique gage d'amitié et de confiance qu'un peuple puisse attendre.

Avant même la fin de la nuit, la suite du président Lincoln reçut un premier rapport de l'enquête. Âgé de 29 ans, John Wilkes Booth est un acteur raté originaire du Sud, décidé à devenir célèbre en assassinant le président des États-Unis, responsable selon lui de tant